

À Gauche Autrement

Un journal au Pré
AUTOMNE 2010 - N°6
écologie, citoyenneté, égalité

CONTACT : À GAUCHE AUTREMENT 33 RUE ANDRÉ JOINEAU - 93310 LE PRÉ SAINT-GERVAIS / AGAUCHEAUTREMENT@WANADOO.FR

CORS DE CHASSE

On l'aurait parié. Empêtrés dans des affaires financières douteuses, désavoués sur le dossier des retraites, dégringolant dans les sondages, les Sarkozy, Besson, Hortefeux ont ressorti les cors de chasse pour traquer les « pas tout à fait français », les « pas assez blancs », ou les « trop nomades ». Tout cela pour récupérer quelques paquets de voix chez les Le Pen.

Cette offensive calamiteuse a suscité bien des protestations. Le Parlement européen, les associations, les Eglises, des radios et des journaux en France et à l'étranger, et ces dizaines de milliers de personnes clamant leur révolte, dans les rues début septembre. Qu'ajouter à cela ? Peut-être quelques lignes d'un grand écrivain :

"L'admirable, c'est que les Bohémiens excitent la haine des bourgeois. Cette haine-là, on la retrouve chez tous les gens d'ordre. Et il y a de la peur dans cette haine. Moi, elle m'exaspère. Du jour où je ne serai plus indigné, je tomberai à plat comme une poupée à qui on retire son bâton".

Gustave Flaubert écrivit cela il y a cent cinquante ans...

Quand ce président et ce gouvernement quitteront le pouvoir – le plus tôt serait le mieux – et se retourneront sur leur bilan, ils verront sans doute qu'ils ont « réussi » une seule chose : renvoyer la France à ses vieilles peurs.



EDUCATION NATIONALE : n'en jetez plus !

Dans l'Education nationale comme ailleurs, les dossiers qui fâchent s'accumulent.

On s'interroge : quels intérêts sont défendus ?

À l'heure où tout ministre évoque ses actions en les qualifiant de « gagnant-gagnant » (entendez « gagnant pour le gouvernement et gagnant pour l'utilisateur »), qu'en est-il des réformes programmées pour l'école ? Retour sur image : au Pré comme ailleurs, la rentrée de nos rejetons a eu lieu. Faudra-t-il apprendre à s'en contenter pour les années à venir ?

PEAU DE CHAGRIN

Fait assez rare, au plan national, un mouvement de grève a marqué la première journée de rentrée. Première pomme de discorde : la suppression de 16 000 postes alors que 7 000 élèves supplémentaires sont attendus en 2011. Plusieurs pistes de réflexion sont à l'œuvre, au ministère, pour « éponger » ces départs sans les remplacer. En primaire, il s'agirait d'augmenter les effectifs par classe, de continuer à diminuer la scolarisation des enfants de deux ans en maternelle, d'augmenter le nombre de professeurs vacataires (non-titulaires)

pour faire des remplacements courts ou encore de transférer la formation continue des enseignants en dehors du temps scolaire (mercredi après-midi et vacances).

À l'école élémentaire (six-onze ans), la suppression d'environ un millier d'emplois d'intervenants extérieurs en langue vivante et d'assistants étrangers est évoquée, ce qui « devrait être sans conséquence sur l'enseignement des langues », selon le ministère.

Sur le département, plusieurs milliers de journées n'ont pas été remplacées au cours de l'année 2010. En cette rentrée scolaire, la grande majorité des maîtres affectés au remplacement se sont vus attribuer une classe, les rendant indisponibles pour les remplacements à venir. Pour « remplacer les remplaçants », il sera donc fait appel à des étudiants, titulaires de licence, auxquels aucune expérience professionnelle n'est demandée. Aucune certitude concernant le remplacement des enseignants dont les congés maladie sont prévus.

LES PERDANTS : LES ENFANTS

Deuxième accroc : la mise en place d'une réforme dans le recrutement qui voit l'arrivée de professeurs débutants désormais envoyés directement en classe, sans avoir effectué aucun stage sur le terrain. Cette formation sur le

tas inquiète aussi bien les jeunes professeurs que les parents.

Ajoutons à cela :

- les postes perdus pour le RASED (réseaux d'aide aux enfants en difficulté) : 2 sur Pantin,
- des effectifs de 28 élèves en maternelle avec enfants handicapés, mais sans auxiliaires de vie scolaire dont les embauches ont été stoppées...
- le dispositif d'accompagnement éducatif (mis en place par le gouvernement en 2007 en vue de remplacer les « études » prises en charge jusqu'alors par les municipalités) qui va voir amputer ses moyens. A l'heure actuelle, si de nouvelles prises en charge financières n'émergent pas, on ignore si ce dispositif pourra perdurer.

Comment entrevoir dans ces décisions une autre volonté que celle de saper les chances de réussite de l'école publique et de ses élèves ? De jeunes instituteurs envoyés au casse-pipe, des enfants dont les difficultés à apprendre seront ignorées et qui ne tarderont pas à se retrouver sur les voies de garage, avec la cohorte de problèmes de discipline, d'exclusion qui vont avec...

Notre département, déjà en butte à de nombreux défis à relever en la matière, n'avait pas besoin de cette aggravation. Dans ce domaine, comme dans d'autres, il est grand temps d'arrêter la casse.

Catherine Sire, conseillère municipale

Qui sommes-nous ?

A Gauche Autrement rassemble ceux qui habitent ou travaillent au Pré et désirent mener une action politique clairement ancrée « à gauche » sur notre commune.

Nos actions font référence à l'**Écologie** : nous voulons concilier la ville contemporaine et un environnement de qualité ; à la **Citoyenneté** : nous voulons que

les habitants soient informés et consultés en permanence sur les grands choix de la vie locale ; à l'**Égalité** : nous voulons que la ville participe plus activement à la réduction des inégalités.

A Gauche Autrement a des élus au Conseil municipal depuis 1995. Nous avons obtenu 18% des suffrages aux élections locales de 2007. Trois d'entre nous sont actuellement

conseillers municipaux. Pour en savoir plus, venez nous rencontrer lors des débats que nous organisons régulièrement, ou contactez-nous par courriel.



L'EAU, CE BIEN PUBLIC : LE MOMENT OU JAMAIS

Le Pré Saint-Gervais, ce si joli village ancien, au blason symbolisant cinq sources*, nous rappelle une évidence : l'eau, vitale pour nous tous, est un bien commun universel à protéger. De la pollution bien sûr, mais de plus en plus des appétits marchands et corrompus de décideurs libéraux.

La gestion de l'eau est toujours une responsabilité municipale. Au sein de la nouvelle communauté « Est Ensemble », la question de la gestion publique de l'eau a été reposée, et c'est une grande chance. Or la communauté de neuf communes à laquelle nous appartenons s'apprête, après une parenthèse de quelques mois, à ré-adhérer au Sedif (Syndicat des Eaux d'Ile-de-France) qui a déjà choisi son prestataire : Véolia.

GESTION DOUTEUSE

Ces deux organismes font l'objet de nombreuses critiques : la Cour des comptes évoque une comptabilité opaque, l'Union des consommateurs a mis en évidence des surfacturations de plusieurs millions d'euros payées par vos factures et impôts. Le président du Sedif reconnaît ses surfacturations mais n'exige pas leur remboursement. Véolia, dans le nouveau contrat, face à la dénonciation de cette gestion, propose des rabais. Tiens, tiens ! Pourquoi depuis 20, 30 ans, cela n'a-t-il pas été fait ? Et combien de temps Véolia tiendra ces nouveaux tarifs ? (après 17 % d'augmentation en 6 ans, possibilité de revoir le tarif tous les trimestres !)

Une étude sur l'opportunité ou non de revenir en régie publique a été rédigée en quelques semaines. Aucune consultation de la population, ni information, n'a eu lieu depuis sa remise aux 91 conseillers communautaires. L'ont-ils lue ? Dans cette étude les auteurs avouent ne pas avoir vérifié toutes les hypothèses. Faute de temps ? Faute de volonté politique ? Et bien sûr, ils mettent la pression sur une orientation, la plus facile : repartir avec Véolia pour douze ans.

EN AVOIR OU PAS

C'est plus compliqué de faire une politique de gauche, mais c'est possible. La mairie de Paris a quitté Suez et Véolia pour créer « Eau de Paris ». C'est plus rapide d'être de droite et de succomber aux largesses et au marketing des commerçants de l'eau. Mais ce n'est pas défendre les intérêts des populations et surtout celles aux revenus faibles.

Il y a deux ans, le conseil municipal du Pré a voté une résolution pour reprendre sa délégation de service public au Sedif. Il avait peu de probabilité de l'obtenir. En 2010, les délégués à Est Ensemble ont la réelle possibilité de revenir en régie publique. Maintenant que c'est envisageable, certains s'apprêtent à faire le contraire. Si pour la gestion de l'eau, un dossier si important, le groupe socialiste a la même politique que l'UMP, les centristes, en sous-traitant la responsabilité publique à des multinationales, sans aucun doute aux prochaines échéances électorales nous serons de plus en plus nombreux à avoir la mémoire de l'eau ! Plus forte que celle des éléphants !

Gabriel Le Garrec

*recueillies par deux regards fontaines, place Anatole-France et sente des Cornettes

ECLAIRAGE : QUATRE QUESTIONS À JEAN-CLAUDE OLIVA,

président de la Coordination Eau Ile-de-France

Que penses-tu de l'opportunité des neuf communes d'Est Ensemble de quitter définitivement le Sedif (Syndicat des Eaux d'Ile-de-France) ?

C'est une chance historique pour les habitants d'Est Ensemble de quitter le Sedif, un système de gestion de l'eau opaque et complètement verrouillé. Mais si on ne la saisit pas aujourd'hui, elle ne se reproduira pas ! En effet, si Est Ensemble adhère au Sedif, elle ne pourra plus en sortir sans l'accord de l'ensemble des membres du Sedif. Ou alors au terme de très longues procédures judiciaires qu'on voit mal être entreprises par les élus qui hésitent aujourd'hui à choisir une gestion publique dans des conditions infiniment plus faciles.

A ton avis, pourquoi certains conseillers communautaires hésitent-ils à aller dans ce sens ?

C'est à eux qu'il faut le demander. J'avoue que j'ai du mal à comprendre que des élus de gauche ne saisissent pas cette occasion de mettre en accord leurs actes et leurs discours. Les arguments avancés semblent plutôt des prétextes. Au début, on nous disait qu'Eau de Paris n'avait pas la capacité de fournir une quantité d'eau potable suffisante pour Est Ensemble. Maintenant qu'un article des Echos a montré qu'Eau de Paris (comme le Sedif d'ailleurs) est en surproduction, on nous dit que cela va coûter cher à l'agglomération ! Ce qui est faux bien sûr, car ce n'est pas le budget général de la collectivité qui finance les investissements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement mais la facture des usagers. Dès qu'un obstacle est levé, un autre apparaît : c'est très curieux.

Comment peut-on convaincre les conseillers de ne pas retourner au Sedif ?

Sur le principe, tous les élus de gauche se prononcent pour une gestion publique. Mais pour certains, cela paraît trop compliqué de se fournir à Eau de Paris dans un premier temps, car cela implique des travaux, des investissements, etc. Mais ils peuvent continuer à acheter de l'eau en gros au Sedif, ne rien changer au réseau actuel, tout en mettant en place une régie publique qui reprendrait les installations, la distribution et la facturation. Cela constituerait une économie considérable pour les usagers qui paient actuellement un des tarifs les plus élevés de France.

L'alternative Eau de Paris est-elle réaliste ?

Cinq des neuf villes de l'agglomération sont limitrophes de Paris, les réseaux sont déjà interconnectés, la régie municipale de Paris est disponible, les maires appartiennent aux mêmes formations politiques : que peut-on demander de plus ?